

Communiqué de presse

Des mouvements sociaux et des personnalités importantes d'Amérique latine et du monde se prononcent pour la création d'une Banque du Sud

dimanche 9 décembre 2007, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 8 décembre 2007).

Ce week-end à Buenos-Aires, plus de 400 organisations et personnalités ont transmis une lettre ouverte [1] aux présidents des pays fondateurs de la Banque du Sud en exprimant leur appui critique à la création de cette nouvelle entité financière.

La déclaration met en avant les attentes positives quant à la mise en route d'une entité Sud-Sud. Celle-ci vise à reléguer à l'histoire d'une part, les organismes multilatéraux comme la Banque mondiale, le FMI, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Corporation andine de développement (CAF) -largement discrédités par leurs comportements anti-démocratiques, leur manque de transparence et les politiques régressives qu'ils mettent en œuvre- et d'autre part les expériences négatives de l'ouverture économique qui ont eu pour conséquence toujours plus d'endettement et de sorties de capitaux, la dérégulation et la privatisation du patrimoine public ainsi que des services sociaux fondamentaux dans la région.

Cette lettre ouverte remise aux premiers mandataires de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de l'Equateur, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela met en avant la nécessité que la Banque du Sud fasse partie d'une nouvelle architecture financière régionale à laquelle viendraient s'ajouter dans le futur une monnaie commune et un Fonds du Sud dont la fonction serait d'être une Banque centrale à l'échelle continentale.

Signée par des organisations comme l'Alliance Sociale Continentale, la Coordination Andine des Organisations Indigènes, le Comité pour l'Annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), Jubilé Sud-Amériques, Latindadd, Remte, OID, SEPLA, le Programme Dette Externe Illégitime de la Fédération Luthérienne Mondiale, le Service Paix et Justice - Amérique Latine, le Prix Nobel de la Paix Adolfo Pérez Esquivel et les Mères de Place de Mai -Ligne Fondatrice, Nora Cortiñas y Mirta Baravalle, la déclaration met l'accent sur l'importance du caractère public de la Banque du Sud dirigée par les pays participants sur une base égalitaire. Son financement devra s'effectuer proportionnellement à la capacité économique de chacun des pays et son fonctionnement sur une base à la fois sobre et transparente. Son objectif doit être l'intégration sur une base coopérative visant le plein-emploi, la garantie pour tous/tes dans les faits du droit à l'alimentation, à la santé, au logement et à une éducation universelle publique et gratuite, à la redistribution de la richesse, à la préservation de l'environnement et à la fin des inégalités y compris de genre et d'ethnie.

La lettre intitulée « Pour une Banque du Sud souveraine, solidaire, soutenable et pour l'intégration du développement continental » met en avant la nécessité d' « **un outil fondamental pour canaliser l'épargne régionale et mettre fin ainsi à des cycles récurrents de saccage de l'effort national et régional à travers des manœuvres du système d'endettement et de titres** »

publics, la subvention de groupes économiques et sociaux privés privilégiés et/ou corrompus tant au niveau local qu'international et l'aval permanent à des mouvements spéculatifs d'entrées et de sorties de capitaux ».

Notes

[1] Voir sur le site du CADTM : <http://www.cadtm.org/imprimer.php3?...> et sur celui d'ESSF [Banque du Sud : seconde Lettre ouverte à sept présidents latino-américains](#)